

PÉPIN, Guilhem, Françoise LAINÉ et Frédéric BOUTOULLE (dir.) – *Routiers et mercenaires pendant la guerre de Cent ans. Hommage à Jonathan Sumption. Actes du colloque de Berbiguières (13-14 septembre 2013)*, Bordeaux, Ausonius, 2016, 358 p.

En septembre 2013 s'est tenu au château de Berbiguières, dans le Périgord, un colloque dont les actes sont réunis dans ce recueil judicieusement dédié au propriétaire du château, Jonathan Sumption, juriste et historien britannique, qui a consacré plusieurs forts volumes à une histoire chronologique de la guerre de Cent ans (on peut signaler que les présentations orales données lors du colloque sont également accessibles en ligne). Le colloque réunit des historiens de la guerre aux deux derniers siècles du Moyen Âge, français comme étrangers. Le thème général choisi par les organisateurs, Frédéric Boutoulle et Guilhem Pépin, est celui des hommes de guerre vus sous l'angle de l'argent : celui qu'ils reçoivent pour servir, en dehors du simple service soldé qui devient la norme à partir de la fin du XIII^e siècle ; ou celui qu'ils trouvent en se mettant à leur propre compte. L'avant-propos des organisateurs de la rencontre et l'introduction de J.-P. Genet remettent parfaitement ces questions en contexte.

Très logiquement, trois catégories de combattants ont retenu l'attention des auteurs : les mercenaires à proprement parler, c'est-à-dire les combattants payés pour servir, en dehors de tout lien de fidélité avec leur employeur ; les routiers, combattants rendus à leur liberté après avoir été à la solde des rois de France et d'Angleterre, qui ravagent le royaume de France des années 1360 aux années 1390 ; les Écorcheurs, ces capitaines théoriquement au service de Charles VII mais qui combattent plus ou moins pour leur propre compte avant et après le traité d'Arras (1435), tout en détenant souvent des offices royaux. Une quatrième catégorie n'est traitée que par Françoise Lainé, qui s'intéresse aux hommes d'armes savoyards qui servent Philippe VI de Valois aux termes du traité d'alliance conclu avec le comte de Savoie. Au sein de ces différentes catégories se côtoient nobles et non-nobles, les premiers étant souvent plus visibles. Plusieurs auteurs ont choisi une approche biographique, toujours très éclairante, surtout quand elle s'appuie sur la publication de documents. C'est le cas d'Armand Jamme, qui s'intéresse à Bernard de La Sale, une sorte de spécialiste de la prise de villes par surprise, qui connaît, comme beaucoup d'autres chefs de guerre de son acabit, une nette progression sociale puisqu'il finit au service du pape Grégoire XI (lequel le ménageait). Comme à rebours, Philippe Contamine met en lumière Jean de Blaisy, proche des « Marmousets » parvenus au pouvoir à la majorité de Charles VI en 1388, lié à Philippe de Mézières et finalement tué lors de la « déconfiture » de Nicopolis (1396) : entre 1389 et 1391, ce fidèle serviteur de la royauté est un des hommes chargés de mettre un terme aux déprédations des routiers – une tâche plus que délicate. Deux célèbres capitaines d'Écorcheurs sont étudiés par Loïc Cazaux (Antoine de Chabannes) et Valérie Toureille (Robert de Sarrebruck, auquel elle a consacré son important mémoire d'HDR, publié en 2014 aux Presses universitaires de Rennes). Après André Bossuat, Kelly DeVries retrace la carrière de l'habile Perrinet Gressart, un homme de guerre venu du peuple qui se rendit maître de La

Charité-sur-Loire et de plusieurs places environnantes d'où il ravageait le Berry et menaçait Bourges. À l'automne 1429, il fut l'adversaire de Jeanne d'Arc qui lui prit Saint-Pierre-le-Mouëtier mais échoua devant La Charité.

Plusieurs autres contributions prennent pour sujet un groupe de combattants. Pour G. Pépin, il s'agit des routiers originaires de la grande Aquitaine au service du roi d'Angleterre, sur près d'un siècle (1360-1440). Pourquoi étaient-ils si nombreux ? Les causes sont multiples : une attirance profondément enracinée pour la guerre, dans une région relativement autonome par rapport au gouvernement royal, qu'il soit anglais ou français ; le nombre élevé de bâtards dans la noblesse ; le droit d'aînesse absolu donné par le « droit pyrénéen ». Au cours de la « guerre de l'Union d'Aix » (1383-1388), les partisans de Louis d'Anjou et de Charles de Duras recrutent abondamment des mercenaires et des routiers : ce sont eux qu'étudie Germain Butaud. Dans la lignée de sa thèse sur les armées françaises opérant en Italie au tournant des XIV^e et XV^e siècles (publiée en 2014 par l'École française de Rome), Christophe Masson évoque les troupes génoises et napolitaines au service de Louis I^{er} d'Anjou. Bertrand Schnerb fait la synthèse de plusieurs de ses articles précédents pour mettre en lumière le rôle des mercenaires, notamment italiens, dans les armées des ducs de Bourgogne, en se concentrant ici sur l'époque de Jean sans Peur. C'est également dans la suite de ses travaux que Werner Paravicini soulève la question des conditions dans lesquelles certains hommes d'armes participent à la « Reise », au « Voyage de Prusse », c'est-à-dire aux expéditions annuelles conduites par l'Ordre teutonique contre les païens. Tous les combattants, en effet, ne pouvaient pas prendre leurs frais à leur charge, surtout dans une région dont la pauvreté n'ouvrait guère de perspective de butin. Quant à Anne Curry, elle revient sur la présence dans les garnisons de la Normandie lancastrienne (1419-1449) de combattants étrangers à la domination anglaise. La décision prise par le duc de Bedford en 1430, un an après les revers spectaculaires infligés par Jeanne d'Arc, de limiter le nombre de soldats qui ne seraient ni Anglais ni Gascons dans les garnisons normandes, est un sûr indice de l'affaiblissement décisif de la légitimité d'Henri VI : il s'agit bel et bien, à partir de ce moment, d'une armée d'occupation. Tous ces travaux s'appuient sur les recherches antérieures de leurs auteurs, qui ont tous réuni d'impressionnants dossiers au fil de leurs investigations. Il faut signaler également la contribution de Michael Jones, qui exploite un beau dossier documentaire relatif à un groupe d'hommes d'armes bretons entrés au service du duc de Bar en 1372 (avec édition de plusieurs documents).

Enfin, trois autres articles inversent la perspective en prenant en considération l'attitude des communautés d'habitants face à la menace des hommes d'armes : les paysans de la Jacquerie (1358), pour Justine Firnhaber-Baker ; les communautés entre Garonne et Loire dans la deuxième moitié du XIV^e siècle pour Nicolas Savy ; et celles de Gascogne pour Pierre Prétou. Loin de rester inactifs, les habitants pouvaient prendre les armes et se mettre en état de défendre leurs biens et leurs personnes.

L'ensemble du volume se lit avec plaisir et fait honneur à la fois aux organisateurs, aux auteurs et à l'hôte du colloque. Les diverses contributions

montrent que l'histoire de la guerre et l'histoire militaire se portent bien, à tel point qu'il est sans doute inutile de préciser, comme le fait l'avant-propos, que ces deux champs ont longtemps été oubliés ou négligés du fait de la domination des « Annales ». Après tout, la thèse d'État de Philippe Contamine, *Guerre, État et société*, publiée en 1972, citée par pratiquement tous les articles, est explicitement placée par son auteur dans le sillage de ce courant historiographique !

Xavier Héлары
Université Jean-Moulin Lyon 3

RAWAT, Ramnarayan and K. SATYANARAYANA, eds. – *Dalit Studies*. Durham and London: Duke University Press, 2016. Pp. 304.

Over the past two decades, especially since the emergence in the 1990s of nationally visible political parties led by marginalized castes, scholars of South Asia have focused on the hitherto-unexamined histories of Dalit (“Untouchable”) communities in India. The editors of *Dalit Studies*, Ramnarayan Rawat and K. Satyanarayana, dwell on “Dalits as subjects of study and on Dalit studies as a location of marginality” (p. ix) and critical intervention in the larger field of Indian history. In their introduction, they highlight the significant contributions of their volume: first, the entry of “non-elite Dalit scholars” into the academy; second, the struggle for dignity and the shaping of new Dalit political consciousness; third, the Dalit-led Bahujan Samaj Party (BSP), especially its electoral success in northern India; fourth, the emergence of Dalit feminist organizations; and fifth, the recent explosion in India and more broadly South Asia of print media, social media, and global communications and Dalits’ declaration of their “legitimate human rights” (p. 7).

Dalit Studies thus departs from colonialist historiography, Gandhi’s Harijan ideology, nationalist frames, and Nehruvian models that excluded Dalits and their perspectives, in order to focus on “the recognition of Dalits as actors in India’s history” (p. 8). In so doing, it offers a new historiographical agenda for the study of India (p. 16). This timely collection questions dominant interpretations of Indian history and brings together various archival materials, such as district and tehsil records, missionary writings, novels, poems, and pamphlets, as well as anthropological, historical, literary, and sociological investigations that illuminate Dalits’ agency and engage critically with caste inequalities in Indian society.

In his opening essay, distinguished political scientist Gopal Guru lays out the book’s conceptual framework. He argues that the leader Dr B.R. Ambedkar proposed thinking in terms of two Indias: “Puruskrut Bharat (ideal, pure India) and Bahiskrut Bharat (actual, polluting India)” (p. 34). He argues that scholarship and mainstream historiography that ignores the “spatial and ideological contradiction” between the two Indias implicitly accepts the “nationalist rhetoric of equality and unity.” He further criticizes the BSP’s 2004 shift to the *sarvajan*